

## introduction

par michel marié

Ce livre est une œuvre collective, non pas au sens d'une collection de plusieurs écritures juxtaposées mais de celui d'un réel et permanent brassage de matériaux et d'idées, constamment versés au creuset du groupe, sans cesse remis en question ; et cette introduction n'est que la dernière péripétie de cette remise en question. « Comment une société vit-elle le problème de ce qu'elle crée comme étant ses propres marges ? » fut la question d'où partit cette recherche.

L'idée initiale fut d'aborder cette question par le biais d'une sorte de POLÉMOLOGIE du RAPPORT SOCIAL (dans toute son abstraction) ou du CONTACT (dans toute sa matérialité) : inventoriant, répertoriant, classant en quelque sorte les conflits sociaux ou de race comme des objets, comme des « choses », bref menés par une soif de quitter la haute sphère des théories que nous avons vécues dans la phase précédente pour maintenant descendre dans l'arène des faits sociaux.

Un double postulat présidait alors à l'entreprise : le premier, évident pour nous, était que pour rendre compte de la réalité des travailleurs immigrés en France il était abusif de les constituer arbitrairement comme « groupe » ou « catégorie » et de s'appesantir une fois



de plus sur ses particularités. Bien au contraire, nous préférons nous fonder sur le postulat que le savoir social, la catégorisation, le découpage en groupes désignés comme étant « à la marge » font partie intégrante de ces mécanismes de pouvoir, précisément constitutifs des différentes formes de marginalisation et de leur contenu. Autant dire que l'étude ne peut alors être une sociologie ou une ethnologie du groupe désigné d'entrée de jeu (et sans appel) comme objet mais qu'elle porte aussi sur les mécanismes mêmes de la désignation, sur les différentes formes du RAPPORT SOCIAL qui définit le marginal où il se définit comme tel. C'est donc la question d'un POUVOIR SOCIAL qui est ici à l'épreuve, corrélative d'un SAVOIR qui ne peut en être dissocié ; POUVOIR et SAVOIR de NORMALISATION, pourrait-on dire, par opposition à d'autres formes de pouvoir plus connues peut-être : le pouvoir économique et le pouvoir politique, sur lesquels nous insistons moins.

Traité ainsi en terme de RAPPORT SOCIAL, il nous fallait alors admettre que notre sujet était traversé à la fois par deux dimensions : celle d'exploitation (tirer des immigrés des « utilités » dont nous verrons qu'elles ne sont pas seulement économiques) et celle de domination. C'est surtout de cette dernière dimension que nous traitons dans ce livre, sans pour autant négliger les rapports qu'elle entretient avec la première.

Le deuxième postulat était que le rapport social se présente sous une multiplicité de formes et que l'on peut les classer selon un continuum qui va de la relation la plus impersonnelle, chargée de sens, d'odeurs et de bruits, au rapport organisationnel impliquant les médiations les plus abstraites des institutions.

Ayant commencé le travail sur le terrain de Nanterre, la Mecque de l'expérimentation et de la normalisation immigrée, je croyais très vite avoir trouvé un premier filon d'interprétation : celui de la montée institutionnelle et de l'interprétation historique. Cette partie (livre II) a été rédigée par moi. Mais très vite (en septembre 1972, l'équipe était alors recrutée au complet)

nous nous rendions compte du rôle, certes essentiel, normalisateur, mais très spécifique, voire même unique de Nanterre dans la codification des rapports sociaux. Tout d'abord, à s'en tenir aux données empiriques, il n'y a pas de possibilité de classer les faits conflictuels selon les catégories que nous pensions avoir mises au point et qui étaient du domaine de la manifestation concrète plutôt que du sens même des réseaux de tension. Tout ce que l'on peut faire c'est, plutôt que de classer les faits conflictuels, lesquels se diversifient à l'infini dans une sorte de « pluralité contingente », d'essayer de dégager certains de ces sens. C'est ce que s'est attaché à « dire » T. REGAZZOLA, à partir de mon travail empirique (Nanterre, Mantes-la-Jolie, Conflans-Sainte-Honorine, Plaisir, La Celle-Saint-Cloud) et du sien propre (Chelles, Champigny), pour composer la plus grande partie du livre I (« des situations migratoires ») dans un melting-pot où l'expérience de Nanterre s'est considérablement élargie, où de la vie informelle et multifacée naissent les sens, se forment les utilités, se délimitent les territoires, se définissent les pouvoirs et se constituent les savoirs.

C'est alors qu'apparaissent de sérieux doutes sur l'HISTOIRE telle qu'elle nous est racontée et telle que nous étions en train de la faire, voire même sur la légitimité du discours historique<sup>1</sup>. La découverte que nous faisons alors est que le seul enregistrement des immigrés, tel qu'il nous parvient, est institutionnel, que l'institution est française, qu'elle ne peut être que française et que nous ne faisons jamais que nous entretenir de nous-mêmes, raison déjà bien suffisante d'une étude.

On doit à T. ALLAL (rédacteur de « la parole dans l'usine », au livre III), mais surtout aux discussions passionnées que nous eûmes à propos de ses enquêtes sur les conflits Renault et Pénarroya, ce changement de perspective qui fait apparaître une « altérité » beaucoup plus

\* Les numéros renvois à la bibliographie en fin d'ouvrage.



radicale que nous ne supposions au départ ; c'est dans ces discussions que furent totalement réinterprétées d'autres situations, à côté desquelles nous étions passés sans bien les comprendre.

Ainsi, par exemple le conflit des éboueurs de Paris en décembre 1972 marqua une étape importante dans le cheminement de notre pensée, même s'il n'en apparaît rien à la lecture du texte. Le seul jeu de « bargaining » préfet/éboueurs-syndicats (la partie institutionnelle et la plus « réglée » et visible du conflit) n'épuise en effet pas le sens d'un conflit dont nous ne comprendrions pas alors pourquoi il se développait à l'avantage des éboueurs. C'est que ce dernier doit être rapporté à un double phénomène qu'il nous faut lire entre les lignes : d'une part le caractère soudain et « détonnant » de la revendication immigrée, d'autre part l'entrée en scène d'un acteur essentiel que l'on a quelque peu tendance à oublier : les excréments de la ville. Tout se passe alors comme si les « citoyens » s'adressaient à l'autorité : « Monsieur le Préfet, ne tardez plus autant à nous débarrasser de nos immondices » et par la même occasion « faites à nouveau rentrer dans l'invisibilité sociale ces gens que nous ne saurions voir » ; une seule solution pour aller vite : satisfaire à leurs revendications. Engagé en ces termes, le débat fait alors apparaître toute une dimension culturelle du conflit de classe sans laquelle nous serions condamnés à ne rien comprendre. Du coup, tout le discours sur la société française s'en ressent. Ce que nous avions interprété comme antagonisme radical (la lutte des classes) se révèle sous un jour beaucoup plus unitaire, organique et réglé qu'il ne s'agissait à première vue. Sur un fond d'altérité, ressortent mieux les mécanismes de codification, d'autorégulation de notre propre société. Ce que nous croyions être tragédie (des antagonismes radicaux) s'estompe quelque peu dans le jeu réglé de la dialectique.

Tels sont les quelques postulats qui ont présidé à l'écriture de cet ouvrage. Le premier livre consiste en une description foisonnante des formes de rapports dans

dix communes de la banlieue parisienne \*, cumulant des informations sur la situation migratoire et sa genèse ; évitant dans la mesure du possible les découpages traditionnels tels que par exemple ceux de travail, d'habitat, de vie familiale, d'équipements collectifs... parce que constatant leur mauvais fonctionnement dans le cas d'immigrés dont la tendance est à la « transversalisation » de tous ces territoires. Nous avons préféré utiliser des concepts tels que ceux de « milieu migratoire », de « cycle migratoire » (plus du côté immigré), ou d'intégration institutionnelle, d'intégration sociale, d'utilité (plus du côté français), ou enfin d'équilibre du rapport social (par la « dénégation » — exemple de Plaisir, par la « domination » — exemple de Mantes ou « colonial » — exemple de Chelles-Coudraux...) ou de déséquilibre, concept plus ambigu parce qu'à la fois du côté français et du côté immigré.

Si le livre I se situe généralement plus du côté des formes de rapport de type interpersonnel (et qu'il en résulte de nombreux conflits d'intolérance de la proximité), de ce que nous avons appelé l'archéologie du rapport, le livre II au contraire se veut beaucoup plus du côté des processus de NORMALISATION que la société dite d'accueil met en place pour le régler, le canaliser et le rendre prévisible. Ainsi à Plaisir ou à Mantes, il n'y a pas encore de règles du jeu, de codes relationnels, d'expériences normalisées du rapport. Aussi la moindre étincelle peut provoquer la panique. Au contraire cela est beaucoup moins vrai à Nanterre où des réseaux institutionnels ont fait leur apprentissage. Les jeux sont faits et tout le monde est à peu près capable de prévoir ce qui va se passer. C'est dire que nous sommes maintenant entièrement du côté

\* Environ 250 interviews ont été réalisées auprès d'immigrés, de représentants institutionnels et d'observateurs non impliqués dans les jeux institutionnels. Dans certains cas, lorsqu'une lecture diachronique des événements s'imposait, nous avons procédé à des analyses de presse.